

Conseil suisse des religions – rapport annuel 2013

Pendant l'année sous revue, le Conseil suisse des religions a tenu quatre réunions ordinaires, consacrées avant tout au champ de tension entre la religion et la société laïque. Les membres du Conseil se sont penchés sur la neutralité religieuse de l'Etat, sur l'égalité entre les différentes communautés religieuses et sur les relations entre les religions et la société laïque. Le Conseil a notamment analysé des recommandations cantonales concernant la religion à l'école primaire et le discours public à propos de la circoncision. Le SCR a également participé à la procédure de consultation lancée sur « Lehrplan 21 », le curriculum scolaire prévu pour les écoles de Suisse alémanique, en présentant le point de vue judéo-islamo-chrétien. En outre, le SCR a mandaté une prise de position sur « la religion au sein d'une société laïque ».

Election d'un nouveau président, passage de témoin au secrétariat

La fin de l'année 2013 marqua aussi la fin du mandat de Herbert Winter, président de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI), à la présidence du CSR. Pour lui succéder, le Conseil a unanimement élu Hisham Maizar, président de la Fédération d'Organisations islamiques de Suisse (FOIS). Hisham Maizar est entré en fonctions début janvier 2014. Mi-août, Judith Stofer, théologienne et journaliste, a remplacé Urs Schellenberg au secrétariat du Conseil.

Changement d'expertes

A la fin de l'année sous revue, deux expertes, Gudula Metzler et Aynur Akalin, ont quitté le conseil. Gudula Metzler, responsable régionale de la région diocésaine St. Véronique, assumait pendant six ans la fonction d'experte chrétienne au Conseil des religions. Aynur Akalin, enseignante en religion et membre de l'Institut pour le dialogue et la coopération interculturelle à Zurich était experte au Conseil depuis 2009. Pour lui succéder, le Conseil a unanimement élu Ümran Bektas. Ümran Bektas est née à Zürich et a grandi dans cette ville. Ses parents, originaires de Turquie, ont immigré en Suisse au cours des années 1960. Ümran Bektas a fait des études en psychologie et travaille au service de pédopsychiatrie à Königsfelden (AG). Le dialogue interreligieux et interculturel l'accompagne depuis sa jeunesse. Elle a consacré son mémoire de maturité à la position de la femme selon l'Islam. Ümran Bektas s'engage à titre bénévole pour plusieurs organisations, dont

l'Institut pour le dialogue et la coopération interculturelle, ainsi que la Fondation islamique turque pour la Suisse (Diyanet) à Zurich.

La religion à l'école primaire

Le Conseil a analysé les différentes recommandations cantonales sur la religion à l'école primaire. 14 cantons ont élaboré des recommandations détaillées, que l'on pourrait assigner à deux catégories : les unes considèrent l'hétérogénéité religieuse et culturelle comme une ressource positive, les autres la ressentent plutôt comme une menace et exigent des règles claires. S'il est vrai que de nombreux cantons se penchent sur la question de la religion à l'école et élaborent des recommandations, force est de constater qu'elles laissent une grande marge d'interprétation. De plus, les textes des recommandations ne suffisent pas pour indiquer comment elles sont appliquées en pratique. Les problèmes qui peuvent surgir dans le contexte des religions à l'école constituent plutôt des exceptions, et non la règle. En cas de problème, le Conseil considère qu'il faut miser avant tout sur le dialogue direct entre les personnes concernées.

Le Conseil a décidé de se mettre à disposition comme intermédiaire, sur demande. Vu les recommandations souvent très détaillées des cantons, le Conseil a renoncé à élaborer ses propres recommandations.

Thème-phare : le curriculum « Lehrplan 21 » – consultation 2013

Le Conseil avait été invité à participer à la procédure de consultation sur le curriculum des écoles de Suisse alémanique, « Lehrplan 21 ». Un groupe de travail, composé de Michel Bollag (FSCI), Khaldoun Dia-Eddine (FOIS), Martin Schmidt (FEPS) et la secrétaire du Conseil, Judith Stofer, a préparé la prise de position du Conseil. Le Conseil a discuté et complété ce document lors de sa réunion de novembre. En décembre, la prise de position a été soumise à la Conférence des directeurs de l'instruction publique de Suisse alémanique (D-EDK) à Lucerne.

Circoncision

Au cours de l'année sous revue, le Conseil s'est penché sur le thème de la circoncision. Le Conseil s'oppose à une interdiction de la circoncision.

Thème-phare : les courants islamiques en Suisse

Les membres musulmans du Conseil ont présenté un tour d'horizon détaillé sur les différents courants de l'Islam et sur le paysage des musulmans de Suisse. Les deux organisations faîtières des musulmans de Suisse - la Coordination des Organisations Islamiques Suisses (COIS) et la Fédération d'organisations islamiques de Suisse (FOIS) - fédèrent la vaste majorité des musulmans affiliés en Suisse. Les deux fédérations incarnent un « islam du juste milieu », qui prône le respect des droits humains, la tolérance, le dialogue interreligieux et la démocratie. Les deux représentants islamiques ont également présenté l'avancement des travaux pour mettre sur pied une Ummah suisse.

Rencontre avec le Conseiller fédéral Alain Berset

Une délégation du Conseil a rencontré le Conseiller fédéral Alain Berset. Les échanges portaient entre autres sur les thèmes suivants : le rôle des religions au sein d'une société laïque, la circoncision, le christianisme en tant que culture de référence et l'avancement des travaux pour mettre sur pied une Ummah Suisse. Des réunions ultérieures avec le Conseiller fédéral Alain Berset sont prévues.

Contacts avec IRAS COTIS

Le secrétaire sortant du Conseil ainsi que son successeur ont entretenu des contacts réguliers avec la directrice d'IRAS COTIS, Katja Joho.

Le *Conseil suisse des religions SCR* se compose des personnalités dirigeantes des trois Eglises nationales chrétiennes, de la communauté juive, des églises orthodoxes et des organisations islamiques. Ces personnalités travaillent sur mandat des organes suprêmes de leurs organisations. Le Conseil cherche avant tout à contribuer au maintien et à la promotion de la paix religieuse et à promouvoir la compréhension et la confiance entre les responsables des communautés religieuses. Le SCR constitue également un interlocuteur pour les autorités fédérales.